

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 24/2021 ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Achat de fournitures nécessaires pour les équipes de
mesure des eaux**

Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 : MODALITES DE LIVRAISON	5
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LIVRAISON.....	5
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	6
ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	7
ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 10: NANTISSEMENT	7
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE :	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 13: DELAI DE LIVRAISON ET PENALTE DE RETARD	9
ARTICLE 14: PENALTE DE RETARD.....	9
ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX.....	10
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF ...	10
ARTICLE 18: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	10
ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE	10
ARTICLE 22: MODALITES DE REGLEMENT	11
ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC.....	11
ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE	11
ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	11
ARTICLE 26 : MESURES DE SECURITE	11
ARTICLE 27 : RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	13
ARTICLE 29 : DEFINITION DES PRIX.....	13
ARTICLE 30 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	15

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, créée par le décret n° 2-00-477 du 17 Châabane 1421 (14 Novembre 2000). Représentée par son Directeur,
et désignée ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr :qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)..... ouvert
auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. cas de personne physique

Mr :
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de Sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au :
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention (*les références de la convention*) :

- Membre 1 :

Mr : qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au :
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès de

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

-
-
-

- Membre n :
.....
.....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant
M : (*prénom, nom et qualité*) :
en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un
compte bancaire commun sous n°
(RIB sur 24 positions)
ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations relatives à l'achat de fournitures nécessaires pour les équipes de mesure des eaux
Ces fournitures concernent les agents de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès et dans le bassin du Sebou.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations à réaliser au titre du présent marché consistent en l'achat de ce qui suit :

- Paires de bottes
- Paires chaussures spéciale homme
- Paires chaussures spéciale femme
- Parka de travail spéciale femme
- Parka de travail spéciale homme

NB : Les tailles et les pointures des différents articles sont indiquées dans les tableaux en annexe

ARTICLE 3 : MODALITES DE LIVRAISON

La livraison des fournitures objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin de l'ABHS à Fès.
Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison établi en cinq (5) exemplaires
Ce bulletin doit indiquer :

- la date de livraison
- La référence du marché ;
- L'identification du fournisseur ;
- L'identification des fournitures livrées (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées ... etc)

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage. Avant toute livraison de fournitures, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins d'une journée au maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison des fournitures se déroulera sur les lieux du magasin de l'ABHS à Fès. Elle est effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du Fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures Indiquées dans le marché ou entre les échantillons déposés et celles effectivement

livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
4. La documentation technique ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux :

- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.14.394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat. ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;

- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS. Si ce visa est requis, selon la réglementation en vigueur

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation des prestations. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux marché des travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 10: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 28 août 1948, est le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE :

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 13: DELAI DE LIVRAISON ET PENALTE DE RETARD

Le prestataire devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de **3 (Trois) mois**. Le délai de la réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de toutes les prestations incombant au titulaire.

Le délai global d'exécution court à partir du lendemain de la date de notification de ou des ordres de service prescrivant le commencement de la réalisation des prestations y afférentes ou de la date prévue par lesdits ordres de services.

ARTICLE 14 : PENALTE DE RETARD

A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits (ou la date d'achèvement prescrit lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard d'un pour mille du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché reconductible.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **cinq mille Dirhams (5000,00 Dhs)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 18: PROPRIETE INDUSTRIELLE. COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service. Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes

ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif et lors de l'offre technique.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception définitive.

ARTICLE 22: MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement se fera au fournisseur après réception par l'Agence de la totalité des fournitures.

ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par les articles du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 26 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux.

Il est à signaler que les prestations objet du marché issu du présent le marché issu du présent appel d'offres concernant des travaux qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes y travaillant à des dangers. Aussi, le prestataire est sensé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

ARTICLE 27 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garanti peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 29 : DEFINITION DES PRIX

Les fournitures qui seront livrées dans le cadre du présent marché doivent être neuves et jamais utilisé.

Prix N°1 : Paires de bottes

Ce prix rémunère l'achat et la fourniture de paires de bottes en caoutchouc de premier choix .de hauteur minimal de 35 cm pour les pointures en annexe.

Cette paire de botte sera soumis à l'approbation du maitre d'ouvrage avant toute fourniture

Ce prix est payé à l'unité de paire y compris toutes sujétions.

Prix N°2 : Paires de chaussures pour homme.

Ce prix rémunère l'achat et la fourniture de paires de chaussures pour homme de premier choix et de toutes pointures.

Les chaussures doivent avoir les caractéristiques minimales suivant :

- Chaussure conçue pour circuler en terrain accidenté (montagne, roche...etc) pour parcourir une centaine de Km par an
- Chaussure dotée d'une semelle en caoutchouc adhérente avec des crampons agrippant de 4mm et amorti sur toute la longueur du pied, et une tige montante.
- Chaussures doté de doublure membrane imperméable : pieds au sec 3h par tous temps
- Dotée d'un pare-pierre en caoutchouc durable à l'avant du pied.
- Chaussure légère de 440 gr en taille de 43 ou moins

Ce prix est payé à l'unité y compris toutes sujétions.

Prix N°3 : Paires de chaussures pour femme

Ce prix rémunère l'achat et la fourniture de paires de chaussures pour femme de premier choix et de toutes pointures.

Les chaussures doivent avoir les caractéristiques minimales suivant :

- Chaussure conçue pour circuler en terrain accidenté (montagne, roche...etc) pour parcourir une centaine de Km par an
- Chaussure dotée d'une semelle en caoutchouc adhérente avec des crampons agrippant de 4mm et amorti sur toute la longueur du pied, et une tige montante.
- Chaussures doté de doublure membrane imperméable : pieds au sec 3h par tous temps
- Dotée d'un pare-pierre en caoutchouc durable à l'avant du pied.
- Chaussure légère de 395 gr en taille de 39 ou moins

Ce prix est payé à l'unité y compris toutes sujétions.

Prix N°4 : Parka de travail pour homme

Ce prix rémunère l'achat et la fourniture des parkas de travail spéciales homme de premier choix et de toutes tailles selon les caractéristiques suivant :

La parka de travail doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

- Parka spéciale pour homme
- Fabriqué pour les conditions hivernales intenses grand froid, neige, vent.
- Chaleur : Isolation en ouate de 150g/M2, avec une capuche, des poches chaudes confortable à -15 °C.
- Imperméabilité : Enduction imperméable 2 000 mm Shmerber selon la norme ISO 811. Coutures principales étanche,
- La parka doit présenter une résistance aux frottement et à l'abrasion.

Ce prix est payé à l'unité y compris toutes sujétions.

Prix N°5 : Parka de travail pour femme

Ce prix rémunère l'achat et la fourniture des parkas de travail spéciales femme de premier choix et de toutes tailles selon les caractéristiques suivant :

La parka de travail doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

- Parka spéciale pour femme
- Fabriqué pour les conditions hivernales intenses grand froid, neige, vent.
- Chaleur : Isolation en ouate de 150g/M2, avec une capuche, des poches chaudes confortable à -15 °C.
- Imperméabilité : Enduction imperméable 2 000 mm Shmerber selon la norme ISO 811. Coutures principales étanche,
- La parka doit présenter une résistance aux frottement et à l'abrasion.

Ce prix est payé à l'unité y compris toutes sujétions.

ARTICLE 30 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

<i>N° des prix</i>	<i>Désignation des prestations</i>	<i>Unité</i>	<i>Quantité</i>	<i>Prix unitaire en Dirhams (hors TVA) en Chiffres</i>	<i>Montant</i>
1	Paires de bottes	U	70		
2	Paires de chaussures spéciale homme de première qualité	U	102		
3	Paires de chaussures spéciale femme de première qualité	U	15		
4	Parka de travail spéciales homme de première qualité	U	102		
5	Parka de travail spéciales femme de première qualité	U	15		
				TOTAL (HT):..... TAUX TVA (20%) :..... TOTAL (TTC) :.....	

ARRÊTÉ LE PRÉSENT BORDEREAU DES PRIX ET DÉTAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE :

.....
.....
.....

ANNEXES

LES TAILLES ET LES POINTURES DES DIFFERENTS ARTICLES CI-DESSUS SONT INDIQUEES DANS LES TABLEAUX SUIVANTES :

Prix N°1 : Paires de bottes :

pointures	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46
nombre	1	-	1	4	8	21	20	11	04	-	-

Prix N°2 : Paires de chaussures pour homme.

pointures	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45
nombre	-	-	-	3	13	32	26	16	11	1

Prix N°3 : Paires de chaussures pour femme.

pointures	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46
nombre	1	3	3	5	3	-	-	-	-	-	-

Prix N°5 : Parka de travail pour homme.

Tailles	S	M	L	XL	XXL	XXXL
Nombre	12	9	18	48	13	2

Prix N°4 : Parka de travail pour femme.

Tailles	XS	S	M	L	XL	XXL	XXXL
Nombre		1	5	5	4	-	-

**OBJET : ACHAT DE FOURNITURES NECESSAIRES POUR LES EQUIPES DE
MESURE DES EAUX**

POUR UN MONTANT DE :

DIRHAMS.

Dressé par : Fès le	Vérifié et présenté par : Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Rabat, le :	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Fès le